

CHAMBRE DES COMMUNES

Le mardi 4 mai 1982

La séance est ouverte à 2 heures.

• (1405)

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

QUESTIONS OUVRIÈRES

LE CONGÉ DE PATERNITÉ PROPOSÉ POUR LES POSTIERS—
RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Lorne Greenaway (Cariboo-Chilcotin): Madame le Président, le gouvernement fédéral examine une proposition de Jean-Claude Parrot, président du Syndicat des postiers du Canada, selon laquelle les pères obtiendraient un congé de maternité payé de neuf mois après la naissance d'un enfant. Cette idée rallie l'appui du Nouveau parti démocratique. Comme cela coûterait très cher aux contribuables et créerait un précédent absurde et coûteux dans les secteurs public et privé, je propose, appuyé par le député de Bruce-Grey (M. Gurbin):

Que le gouvernement refuse de négocier une proposition qui risque d'exaspérer les contribuables canadiens déjà irrités et pressurés.

Mme le Président: Cette motion obtient-elle le consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA POLOGNE—LA MARCHÉ DES PARTISANS DU MOUVEMENT
SOLIDARITÉ—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Geoff Scott (Hamilton-Wentworth): Madame le Président, devant le courage du mouvement polonais Solidarité qui a défié hier un gouvernement communiste militaire impitoyable, armé de lances d'incendie, de gaz lacrymogènes et de matraques, je propose, appuyé par le député d'Edmonton-Nord (M. Paproski):

Que la Chambre reproche au premier ministre du Canada d'avoir approuvé l'imposition de la loi martiale en Pologne.

Mme le Président: Cette motion recueille-t-elle le consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

L'ADMINISTRATION

ON DEMANDE LA DÉMISSION DES MINISTRES—RECOURS À
L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Jack Shields (Athabasca): Madame le Président, la politique énergétique nationale la plus radicale, la plus unilatérale et la plus vorace jamais imposée par un ministre de l'Énergie du Canada a maintenant tué le projet Alsands, tout comme elle avait tué le projet de Cold Lake l'année dernière. Le budget le plus destructeur jamais imposé aux Canadiens est en train de détruire l'infrastructure de notre pays, provoquant un chômage massif, des saisies de maisons, d'exploitations agricoles, de petites entreprises, et semant la ruine et la désolation. Les Canadiens ne peuvent plus faire confiance à un gouvernement qui use de mensonges, de déclarations trompeuses et de publicité rusée pour promouvoir des objectifs ouvertement politiques. Par conséquent, je propose, appuyé par le député de Pembina (M. Elzinga):

Que les députés libéraux d'arrière-ban montrent qu'ils ont un peu de cran et de cœur au ventre et qu'ils prennent la part des Canadiens en nous aidant à chasser les titulaires des fauteuils de la première rangée qui ont orchestré la destruction du pays.

Mme le Président: Cette motion recueille-t-elle le consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

[Français]

L'EMPLOI

ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT DE CRÉER DES EMPLOIS
DANS LA RÉGION DE VALLEYFIELD—RECOURS À L'ARTICLE 43
DU RÈGLEMENT

M. Svend J. Robinson (Burnaby): Madame le Président, en vertu des dispositions de l'article 43 du Règlement, je demande le consentement unanime de la Chambre pour présenter une motion se rapportant à une question urgente.

La région de Valleyfield au Québec vient d'être durement touchée par des fermetures d'usines. Près de 1,200 travailleurs ont été mis à pied ces derniers jours aux usines Dupont du Canada et Dominion Textile.

Étant donné l'échec lamentable de la stratégie industrielle du gouvernement fédéral et du peu d'attention que l'on accorde aux victimes des fermetures d'usines, je propose, appuyé par le député de Dauphin (M. Lewycky):

Que cette Chambre demande au gouvernement de mettre sur pied immédiatement des programmes de création d'emplois afin de soulager cette région.

Mme le Président: La Chambre a entendu la motion de l'honorable député. Y a-t-il consentement unanime pour cette motion?